

OUI à l'initiative allègement des primes

«Maximum 10 % du revenu pour les primes
d'assurance-maladie»

Contexte

Un sondage suisse choquant

La moitié des familles peine à joindre les deux bouts

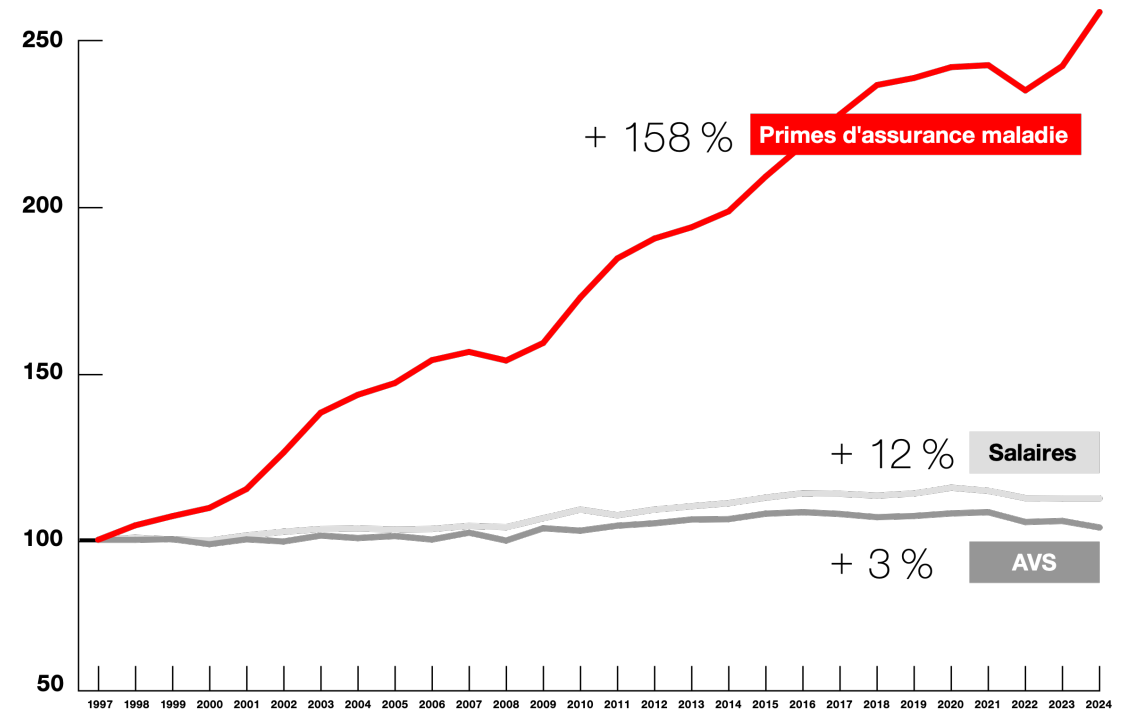
Le Baromètre suisse de la famille 2024 le montre: de plus en plus de familles, jusque dans la classe moyenne, ont de grosses difficultés financières. [Blick](#) vous détaille le sondage.

La caisse maladie est le souci numéro 1

Cette évolution est très pertinente dans la perspective de l'initiative du PS du 9 juin sur l'allègement des primes – et devrait donner des sueurs froides au comité bourgeois du non et au président du PLR Thierry Burkart. L'initiative stipule que les primes ne doivent pas dépasser 10% du revenu disponible. La Confédération et les cantons devraient payer les coûts supplémentaires qui se chiffrent en milliards.

Les revenus stagnent, les primes explosent

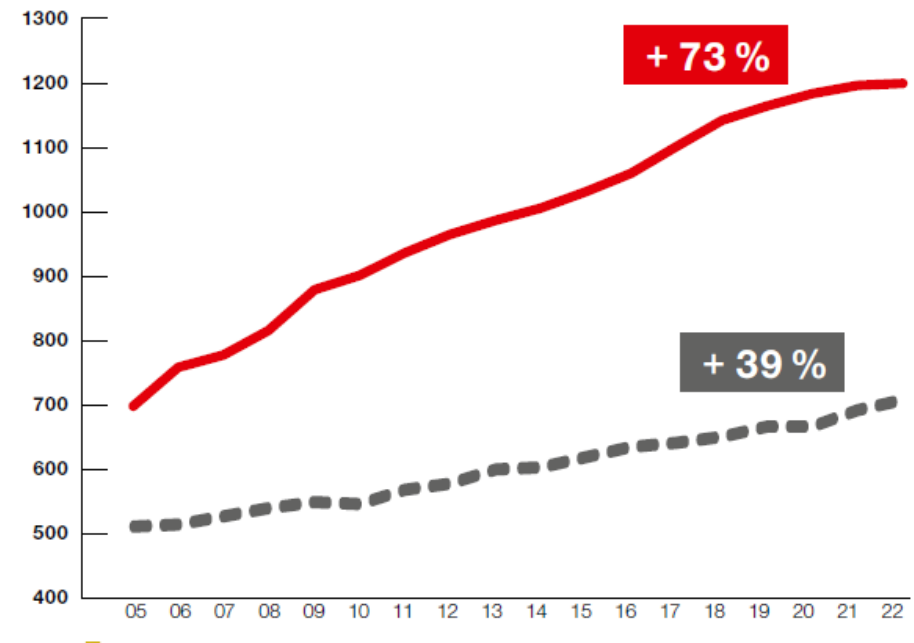
- ▶ Les primes ont plus que doublé ces 20 dernières années
- ▶ Au contraire, les salaires et les rentes n'ont guère augmenté



Source : OFSP, Seco, calculs de l'USS

Ce ne sont pas seulement les primes d'assurance maladie qui augmentent, mais aussi les dépenses à la charge des assuré-es

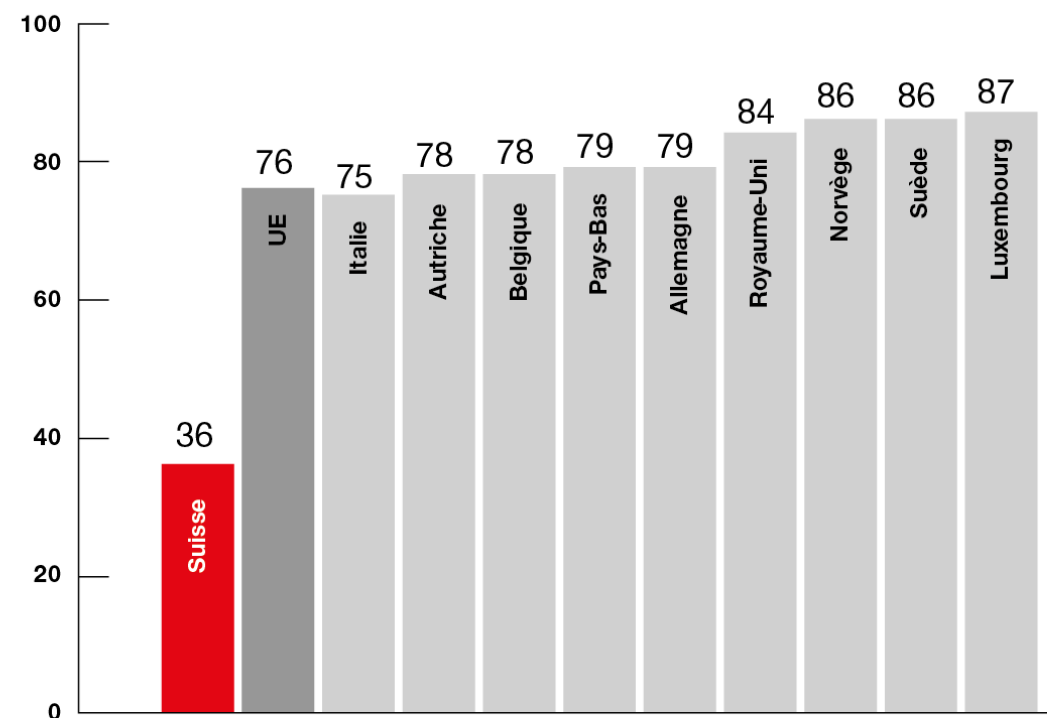
- En raison de la forte hausse des primes, de plus en plus d'assuré-es choisissent une franchise plus élevée



C'est nous qui payons le plus!

Dans presque tous les pays de l'Union européenne, environ 80 % des dépenses de santé sont financées principalement par les impôts et les cotisations salariales.

Part des dépenses de santé financée par les impôts et les cotisations salariales



Différences intercantionales

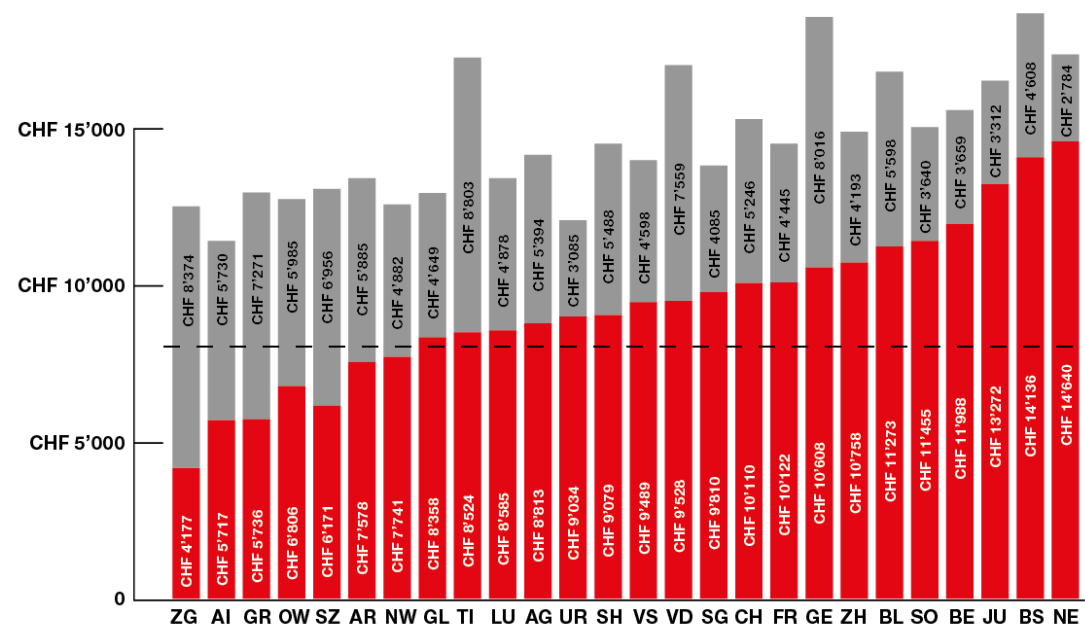
À Fribourg, une famille de quatre personnes avec deux mineurs et un revenu brut de 80'000 francs doit aujourd'hui consacrer plus de 12,7 % de son revenu brut, soit 10'122 francs, à la caisse maladie.

Si la même famille habite à Lausanne, elle ne paie « que » 9'528 francs, soit 11,9 % de son revenu brut (avec une charge fiscale presque identique).

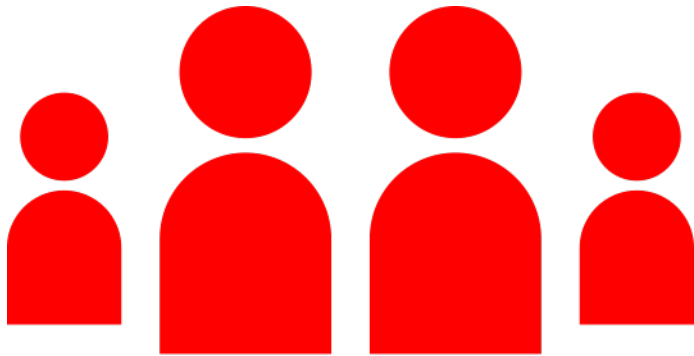
Primes nettes et réductions

pour une famille avec 2 enfants et un revenu brut de 80 000 francs

- Réduction des primes
- Primes après réduction
- Frontière des 10 % du revenu



Un exemple



**Famille avec
deux enfants**

- ▶ Elle recevra 2024 des factures de primes d'un montant total de **15 200 francs**, soit près de 2000 francs de plus que l'année dernière
- ▶ Dans les cantons les plus chers, cette famille devra même dépenser plus de 19 000 francs pour les primes
- ▶ Il faut encore ajouter les paiements à leur charge (soins dentaires, médicaments, etc.) pour un total de **2200 francs** par personne et par an

Dans le canton du Jura



**Famille avec
deux enfants**

- ▶ Elle paie, avec la franchise minimale **1167 francs par mois** (montant de référence modèle médecin de famille).
- ▶ La réduction maximale est de 638 francs par mois pour autant que son revenu déterminant soit inférieur à 52000 francs
- ▶ Avec l'initiative, cette famille devrait avoir un revenu net inférieure à 11670 francs par mois pour commencer à profiter du plafonnement demandé des primes

L'initiative

La promesse

- ▶ Lors de l'introduction de la loi sur l'assurance-maladie dans les années 1990, le Conseil fédéral avait promis que **personne ne dépenserait plus de 8 % de son revenu imposable pour sa caisse-maladie.**
- ▶ Les réductions de primes ont été introduites à cet effet.
- ▶ Mais la promesse est loin d'être tenue.

Le texte

Art. 117, al. 3²

³ Les assurés ont droit à une réduction des primes de l'assurance-maladie. Les primes à la charge des assurés s'élèvent au maximum à 10 % du revenu disponible. La réduction des primes est financée à raison de deux tiers au moins par la Confédération; le solde est financé par les cantons.

Que demande l'initiative ?

- ▶ Avec l'initiative sur l'allègement des primes, les primes d'assurance-maladie sont plafonnées et ne peuvent désormais plus représenter plus de 10 % du revenu disponible.
- ▶ A l'avenir, la Confédération devrait prendre en charge deux tiers des dépenses totales (contre la moitié aujourd'hui), ce qui déchargerait les cantons et les soutiendrait dans leurs efforts pour verser les réductions de primes. Les cantons financeront un tiers.

À qui profite l'initiative ?



**Famille avec
deux enfants**

Une famille de quatre personnes avec un revenu de 9000 francs nets économisera plusieurs centaines de francs par mois.



**Retraités,
personnes seules**

Les retraité-es et les personnes seules dont le revenu net ne dépasse pas 5000 francs profitent du plafonnement des primes demandé.

Forcer la politique à agir

- ▶ Les assuré-es paient le prix de la politique menée par les lobbys et les grands groupes pharmaceutiques
- ▶ Ces derniers ont toujours bloqué toute tentative visant à maîtriser l'augmentation des coûts de la santé
- ▶ Si l'initiative est acceptée, la pression des coûts de la santé se déplacera des assuré-es vers la politique (Confédération et cantons)



Question de vote :

Acceptez-vous l'initiative populaire « Maximum 10 % du revenu pour les primes d'assurance-maladie (initiative d'allègement des primes) » ?

Notre recommandation de vote :

Oui ☒ Non ☐ Liberté de vote ☐

NON à l'initiative sur le frein au coûts

«Pour des primes plus basses.
Frein aux coûts dans le système de santé»

Ce que veut cette initiative

- Que les dépenses soient réduites lorsqu'elles augmentent plus fortement que la croissance économique.
- Au Parlement ensuite de décider où et comment réduire les dépenses

Et vu les lobbys présents au Parlement, il est facile d'imaginer que les coupes ne se feront pas là où cela mettrait en péril les royalties des actionnaires des assurances et de la pharma...

Quatre raisons de voter NON à l'initiative sur le frein aux coûts

1) **Une politique de prestations de soins ne doivent pas être pilotée uniquement par des aspects financiers**

- Cela remet en cause la qualité des soins,
- Cela remet en cause les soins de longue durée
- Cela remet en cause le traitement des maladies rares (qui est en général très coûteux)
- Cela remet en cause les traitements récents et efficaces contre de nombreuses formes de cancer
- Cela remet en cause des mesures de dépistage précoces des maladies (comme par exemple pour le cancer du sein dont les données récentes montrent qu'il est nécessaire de débiter les dépistages dès l'âge de 40 ans et que la mammographie est une méthode efficace également dans la tranche d'âge 40-50 ans.

Quatre raisons de voter NON à l'initiative sur le frein aux coûts

2) **Une politique de prestations de soins pilotée par des aspects financiers remet en cause pour l'ensemble du personnel de soins**

- les conditions de travail
- les conditions salariales
- cela ne résoudra pas, au contraire probablement les questions de pénurie de personnel

Quatre raisons pour voter NON à l'initiative sur le frein aux coûts

- 3) **Le frein aux dépenses comme le frein à l'endettement est une mesure qui bloque une politique qui vise à répondre aux besoins de la population**
- 4) **Il faut intervenir là où cela fait du sens, comme par exemple**
 - une baisse du prix des médicaments
 - supprimer la pseudo-concurrence entre les caisses-maladie
 - dissocier la gestion de l'assurance obligatoire (LAMal) des assurances complémentaires (LCA)

Soutenir l'initiative du centre ne donne aucun avantage à l'initiative plafonnement des primes à 10% du revenu disponible

- dans un cas on parle du financement (initiative allègement des primes)
- dans l'autre de la limitation des coûts en utilisant uniquement un argument financier

NON à l'initiative sur le frein aux coûts

Question de vote :

Acceptez-vous l'initiative populaire « Pour des primes plus basses. Frein aux coûts dans le système de santé (initiative pour un frein aux coûts) » ?

Notre recommandation de vote :

Oui ☐ Non ☒ Liberté de vote ☐